## 33. Le Front national lie les attentats à la crise des migrants

Marine Le Pen marche sur un fil. Au lendemain des attentats qui ont frappé Paris, vendredi 13 novembre, et causé la mort d’au moins 130 personnes, la présidente du Front national ne veut pas apparaître comme un facteur de division. Mais à un an et demi de l’élection présidentielle de 2017, la députée européenne ne veut pas s’empêcher, non plus, de creuser son propre sillon, tout comme son homologue du parti Les Républicains Nicolas Sarkozy.

Alors qu’elle avait exprimé une forme de retenue dans la foulée des attaques contre Charlie Hebdo, le 7 janvier, ne chargeant pas frontalement François Hollande et appelant à ne pas pratiquer d’« amalgame » entre les Français musulmans et les terroristes, Mme Le Pen n’a cette fois-ci pas perdu de temps pour mettre en cause l’action du gouvernement. C’est ce qu’elle a fait notamment à sa sortie de l’Elysée, dimanche 15 novembre, où elle était reçue par le président de la République, comme au mois de janvier.

« Nous avons exprimé au moins pour la deuxième fois les solutions que nous pensons devoir être immédiatement mises en œuvre, a assuré la présidente du Front national. Aucune d’entre elles n’a été choisie par le gouvernement jusqu’à présent. »

Flanquée du vice-président du FN, Florian Philippot, et du secrétaire général du parti, Nicolas Bay, Mme Le Pen a répété les mesures que préconise sa formation : déchéance de nationalité pour les binationaux coupables de djihadisme, fermeture des mosquées radicalisées, renforcement « des moyens accordés à l’armée, à la police, à la douane »…

**« Désarmer les banlieues »**

La présidente du FN a aussi plaidé pour un rétablissement définitif des contrôles aux frontières – « elles semblent être utiles, contrairement à ce qu’on nous a dit jusqu’à présent » – et demandé à ce que la prolongation de l’état d’urgence souhaitée par l’exécutif serve « à effectuer des contrôles pour désarmer les banlieues ». « Les armes pullulaient sous le mandat de Nicolas Sarkozy, elles continuent de pulluler », a-t-elle estimé.

Mais alors que Manuel Valls s’est déclaré favorable à l’expulsion des « imams radicalisés » et à la déchéance de nationalité pour « ceux qui bafouent ce qu’est l’âme française », et que Nicolas Sarkozy a demandé l’assignation à résidence des personnes fichées « S » (pour menace potentielle à la sûreté de l’Etat) par le renseignement pour radicalisation, le Front national tient à aller plus loin.

Le parti d’extrême droite lie ces attentats à la crise des migrants qui secoue l’Europe depuis plusieurs mois. « Un certain nombre de terroristes se seraient glissés parmi les migrants », veut ainsi croire Marine Le Pen, qui a critiqué la « dissémination de ces migrants dans les villages et les villes de France ». La présidente du FN souhaite également une politique étrangère plus dure avec l’Arabie saoudite, le Qatar ou la Turquie, et plus ouverte vis-à-vis de la Russie ou du régime syrien de Bachar Al-Assad.

Pour le Front national, la séquence est importante. Le parti d’extrême droite cherche à installer l’idée qu’il serait un parti de gouvernement capable d’apporter des réponses fortes et adéquates aux événements. « Il y a une vraie colère, c’est ça la différence avec janvier. On a le sentiment que rien n’est fait pour que ça ne se reproduise pas », juge un dirigeant du FN.

Hors de question de laisser la droite et Nicolas Sarkozy occuper seuls l’espace. La formation d’extrême droite cherche à donner l’image d’un parti installé au cœur des institutions républicaines. L’image d’une Marine Le Pen défilant seule, à Beaucaire (Gard), le 11 janvier, loin du cortège parisien, avait confiné le FN dans sa posture de mouvement protestataire.

**« Honte, honte, honte à eux »**

Hors de question, aussi, de prêter le flanc aux procès en récupération ou de sembler briser l’unité nationale. C’est dans cet esprit que Marine Le Pen et Florian Philippot ont tenté de reprendre en main la communication du parti dans les heures qui ont suivi les différentes attaques. Dans un premier temps, Louis Aliot, vice-président du FN, a par exemple qualifié Manuel Valls d’« irresponsable », quand le maire de Beaucaire Julien Sanchez s’en est pris aux « gouvernants fous et inconscients ». « Pendant que ce Hollande et ce Valls combattaient le FN, des assassins sanguinaires préparaient leurs attentats. Honte, honte, honte à eux », a tweeté de son côté Nicolas Bay, avant d’effacer son message.

Après une réunion du bureau exécutif du parti, samedi 14 novembre, il a été décidé de laisser la présidente du parti assumer seule la séquence jusqu’à son rendez-vous à l’Elysée. Ce qui n’a pas empêché Florian Philippot, l’autre tête du parti, de prendre lui aussi la parole dans les médias dès dimanche.